

Schuman Paper
n°838
8 juin 2026

L'avenir de l'Europe se jouera en Ukraine

Jonatan VSEVIOV

Le monde traverse une période de profonds bouleversements[1]. Il y a quelque temps, une question s'est invitée dans des conférences internationales et dans les médias : l'époque qui a façonné l'ordre de l'après-guerre froide est-elle toujours intacte ? Comme en témoignent les discussions à Davos et à Munich, cette question a progressivement cédé la place à une conclusion qui donne à réfléchir. Pour beaucoup, cette époque est révolue. Les règles, les hypothèses et les habitudes qui structuraient la vie internationale ne fonctionnent plus comme avant. Pourtant, l'ordre susceptible de les remplacer n'a pas encore pleinement pris forme. Ce qui est clair, c'est que la politique des grandes puissances est de retour. Les relations entre les grandes puissances - leurs ententes, leurs compromis, voire leurs sphères d'influence - sont en train d'être redéfinies. Pour l'Europe, la question est sans appel : y aura-t-il encore une Europe dans cette nouvelle ère ou allons-nous nous fragmenter en entités plus petites sur lesquelles d'autres se disputeront ?

L'avenir de l'Europe ne se décidera pas par des commentaires, des discours ou des articles — y compris celui-ci. Il se décidera par les résultats que nous obtiendrons. La question politique la plus importante qui façonne aujourd'hui l'avenir de l'Europe est l'agression de la Russie contre l'Ukraine. L'issue de cette guerre est existentielle pour l'Ukraine. Elle l'est également pour l'Europe.

L'issue de la guerre importe car les objectifs de la Russie n'ont pas changé. Vladimir Poutine continue de poursuivre deux objectifs étroitement liés : la soumission de l'Ukraine et la refonte de l'architecture de sécurité européenne afin de rétablir une sphère d'influence le long des

frontières occidentales de la Russie. Ce qu'il ne peut obtenir par la force militaire, il tentera de s'en emparer par la négociation. Pour lui, le contrôle de l'Ukraine et la profondeur stratégique le long des frontières russes ne sont pas des préférences tactiques ; ils sont présentés comme des nécessités existentielles. La restauration de l'empire requiert les deux.

Nous ne devons pas nous laisser bercer par une fausse impression de normalité du fait que la guerre dure déjà depuis plusieurs années. La durée n'est pas synonyme de normalisation. Et la normalisation - l'illusion d'une guerre sans fin qui continue simplement de couvrir - n'est précisément qu'une illusion. Les guerres se terminent à des moments décisifs. Elles sont suivies de changements structurels. Les vainqueurs gagnent. Les perdants perdent. L'accord qui mettra fin à cette guerre façonnera l'Europe pour des décennies.

Dans les discussions à travers l'Europe, plusieurs idées fausses persistent et doivent être abordées de front. Premièrement, on a tendance à présenter le débat comme un affrontement entre partisans de la paix et partisans de la guerre. C'est faux. La paix viendra. Toute guerre a une fin. La vraie question est de savoir quel genre de paix : une paix juste - ou un accord de type Munich qui récompense l'agression et reporte une nouvelle escalade.

Deuxièmement, certains prétendent que la négociation elle-même est la solution. Bien sûr, il y aura des négociations. Il y en a toujours. La véritable question n'est pas de savoir si des pourparlers auront lieu, mais à quelles conditions ils aboutiront. Sommes-nous prêts à renoncer à

[1] Ce texte a paru originellement dans le « Rapport Schuman sur l'Europe, l'état de l'Union 2026 », éditions Hémisphères, Paris, mai 2026

2

nos objectifs, ou pouvons-nous contraindre le Kremlin à reconsidérer les siens ?

Troisièmement, on entend de plus en plus souvent dire que la guerre est devenue trop épuisante et que nous – ou l'Ukraine – avons besoin d'une pause. Les guerres sont terribles, et le tribut qu'elles exigent – en particulier sur la population civile victime – est énorme. Mais l'histoire ne peut être mise en pause. Le temps ne revient pas non plus au dernier jour d'avant-guerre après un cessez-le-feu, comme si rien ne s'était passé. Même dans le meilleur des cas – une victoire ukrainienne sans ambiguïté –, l'Europe devra faire face à une période exigeante de reconstruction de sa propre sécurité, d'intégration de l'Ukraine et d'adaptation à un environnement stratégique plus hostile.

En fin de compte, le débat se résume à une vérité simple mais dérangeante : il n'existe aucun compromis viable entre la restauration d'un empire russe dominant l'Ukraine et s'assurant une sphère d'influence le long des frontières occidentales de la Russie, et une Europe libre et unie fondée sur l'égalité souveraine et des alliances volontaires. Il ne s'agit pas là de deux options que l'on peut concilier. L'une implique une souveraineté limitée pour ceux qui se trouvent pris entre deux feux et des hiérarchies négociées entre les États. L'autre rejette cette logique. Toute tentative de conciliation ne produirait pas la stabilité. Elle officialiserait l'instabilité.

Il n'y a donc que deux issues possibles : soit nous abandonnons nos objectifs, soit nous trouvons un moyen de contraindre la Russie à abandonner les siens. Nous avons cherché à faire ce dernier choix en soutenant l'Ukraine et en augmentant le coût de l'agression. La première voie s'est concentrée sur l'aide matérielle : aide financière, équipement militaire, formation, reconstruction. La seconde s'est centrée sur les sanctions et l'isolement politique et économique. Des progrès ont été réalisés dans les deux domaines. Pourtant, dans aucun des deux, nous n'avons engagé tout le poids de notre capacité collective, surtout compte tenu de l'enjeu.

Soutenir l'Ukraine « aussi longtemps qu'il le faudra » ne peut vouloir dire la maintenir au bord de la survie.

Cela doit signifier permettre à l'Ukraine de l'emporter. Cela exige de la prévisibilité, de l'ampleur et de la rapidité. La prévisibilité afin que la planification ukrainienne repose sur ce qui arrivera, et non sur ce qui pourrait arriver. L'ampleur, car dans une guerre d'usure, les avantages marginaux ne s'accumulent pas assez vite. Et la rapidité, car le temps perdu de notre côté est du temps gagné pour la Russie. Cela implique des engagements sur plusieurs années, des achats et une production plus rapide, et moins de restrictions auto-imposées sur la manière dont l'Ukraine utilise ce qu'elle reçoit, dans le respect du droit international.

Nous devons également nous rappeler qu'en temps de guerre, et en politique, l'espoir est l'un des instruments les plus puissants dont nous disposons. La Russie le comprend bien. Une grande partie de son comportement en Ukraine vise non seulement à gagner du terrain, mais aussi à détruire la conviction du peuple ukrainien que la voie qu'il a choisie peut aboutir. Le ciblage systématique des civils, la destruction d'infrastructures loin des lignes de front et le message incessant selon lequel l'Ukraine n'appartiendra jamais véritablement à l'Europe ne servent qu'un seul objectif : saper la confiance dans le fait que l'indépendance vis-à-vis de Moscou et l'intégration à l'Europe sont des objectifs réalisables. Lorsque des voix en Europe reprennent l'argument selon lequel l'Ukraine ne deviendra jamais un État européen pleinement intégré, elles renforcent les efforts de la Russie.

Ne pas entretenir l'espoir rendrait une grande partie de notre soutien matériel stratégiquement vide de sens. Munitions, avions, aide financière : rien de tout cela ne peut se substituer à la conviction dans la voie nationale choisie. Si les Ukrainiens cessent de croire que leur chemin vers un avenir libre et européen est réalisable, même une ligne de front stable pourrait devenir insuffisante. Les armées défendent le territoire ; l'espoir défend la direction.

C'est pourquoi faire progresser l'intégration de l'Ukraine dans l'Union européenne ne peut rester une piste politique parmi d'autres. Elle doit être centrale. L'élargissement n'est pas un processus bureaucratique détaché du champ de bataille. C'est un instrument

stratégique. L'Europe doit démontrer, concrètement et visiblement, que la trajectoire européenne de l'Ukraine est réelle et progresse. Non pas par la rhétorique, mais par des décisions, des calendriers, des chapitres ouverts. Un processus d'élargissement au point mort n'engendre pas la neutralité ; il engendre une défaite stratégique.

Le soutien matériel et le maintien de l'espoir ne constituent qu'un aspect de l'équation. L'autre est le coût ; le coût imposé à l'agresseur. Les guerres prennent fin lorsqu'une partie conclut que son parcours n'est plus tenable. Si nous voulons que la Russie reconsidère ses objectifs, nous devons modifier son calcul des coûts et des bénéfices.

Les sanctions constituent le principal instrument de l'Europe dans cet effort. À ce jour, l'Union européenne a adopté vingt séries de sanctions successives visant les institutions financières, les actifs souverains, les transferts de technologie, les chaînes d'approvisionnement militaires et des personnalités clés. Il ne s'agit pas d'une politique symbolique. Elle a des conséquences macroéconomiques réelles.

Mais notre approche présente une faiblesse structurelle : une escalade progressive, paquet après paquet, donne à la cible le temps de s'adapter. Chaque étape supplémentaire permet un ajustement et un contournement. Lorsque la pression est prévisible, il est plus facile d'organiser la résilience. Si l'objectif est un recalcul stratégique, la prévisibilité joue en faveur de l'autre partie.

Les sanctions doivent donc être comprises de manière stratégique. Leur but n'est pas la punition, mais la garantie que les coûts de l'agression dépassent systématiquement et visiblement tout gain concevable.

Ces coûts doivent être structurels et cumulatifs. Au niveau macroéconomique, cela signifie limiter la capacité de la Russie à financer la guerre. Les exportations d'énergie restent le pilier central de son modèle de revenus. Tant que ce pilier reste ne serait-ce que partiellement intact, le Kremlin conserve une certaine flexibilité. Il est donc essentiel d'agir de

manière plus décisive sur les flux énergétiques. Si les revenus persistent, il en va de même pour l'endurance.

La pression macroéconomique à elle seule ne suffira pas. Même les systèmes autoritaires comportent une dimension politique. Les dirigeants doivent préserver la cohésion et maintenir une perception générale de stabilité. L'une des promesses fondamentales de la Russie a été la stabilité, non seulement l'affirmation géopolitique, mais aussi la normalité de la vie quotidienne. Pour beaucoup, cette normalité incluait l'accès à la vie européenne : voyages, propriété, éducation, consommation. L'Europe faisait partie de ce qui semblait normal.

Cette perception doit s'éroder, et de manière visible. Il ne s'agit pas avant tout d'un argument moral. C'est un argument stratégique. Ceux qui font partie du système – décideurs, acteurs économiques, citoyens – doivent comprendre que la vie normale ne reviendra pas tant que la guerre se poursuivra. La confrontation avec l'Europe ne peut coexister avec l'accès aux marchés européens, aux systèmes financiers, à l'éducation et aux voyages.

Si les capacités de l'État sont limitées et que la perception de la normalité se détériore, le message devient sans équivoque : la poursuite de la guerre entraîne le déclin. Le revirement devient la seule voie pour revenir à la stabilité.

Cependant, modifier les coûts ne suffit pas. Nous devons également ébranler les fondements de la théorie de la victoire de la Russie.

Au cœur de ce conflit se trouve une seule variable stratégique : le temps. La théorie de la victoire de la Russie repose sur la conviction que le temps joue en sa faveur : les démocraties s'essouffent, les cycles politiques érodent la détermination, les tensions économiques affaiblissent l'unité et l'attention se disperse. Dans une guerre d'usure, cette conviction est déterminante. Moscou n'a pas besoin d'une percée spectaculaire si elle peut tenir plus longtemps sur le plan politique. Lorsque l'engagement occidental semble temporaire, le report devient une stratégie.

L'avenir de l'Europe se jouera en Ukraine

C'est pourquoi le temps l'emporte sur n'importe quel système d'armement ou ensemble de sanctions. L'aide militaire compte. Les sanctions comptent. Mais la crédibilité est ce qui compte le plus. Tant que Moscou part du principe que la détermination européenne s'estompera, tout compromis reste inutile. Dès lors qu'elle conclut que l'Europe persévéra aussi longtemps qu'il le faudra, une réévaluation devient rationnelle.

Le temps n'est pas neutre. Il est façonné par la politique. La tâche qui incombe à l'Europe est de veiller à ce que le temps devienne une contrainte pour la Russie, et non son allié.

Si la Russie part du principe que les démocraties sont éphémères, notre stratégie doit inclure des éléments qui survivent aux gouvernements. La responsabilité en est un.

Les poursuites pour crimes de guerre devant la Cour pénale internationale et la création d'un tribunal spécial pour le crime d'agression ne sont pas des gestes symboliques. Ce sont des signaux structurels. Ils comportent des conséquences qui ne peuvent être annulées par un changement de direction. Les tribunaux opèrent sur un horizon plus long que la politique. Les mises en accusation et les mandats d'arrêt créent une responsabilité durable et limitent la normalisation sans changement de comportement.

Garantir la responsabilité ne relève pas seulement de la justice. Il s'agit de démontrer une capacité à tenir sur la durée. Cela signale que cette guerre ne sombrera pas dans l'amnésie diplomatique et que les cycles électoraux n'effaceront pas les responsabilités. En ce sens, la responsabilité aborde directement la variable temps : la Russie ne peut pas simplement nous tenir en échec en attendant que le temps passe.

Combinées à des sanctions soutenues et à un soutien crédible à l'Ukraine, ces mesures renversent l'équation. Le temps devient une contrainte plutôt qu'un atout. Ce n'est qu'alors qu'une paix juste deviendra possible. Pourtant, une fois atteinte, une paix juste ne se maintiendra pas d'elle-même.

Si les hostilités cessent, l'Ukraine sera confrontée à des défis similaires à ceux auxquels l'Europe occidentale a dû faire face après la Seconde Guerre mondiale : sécuriser son territoire, rétablir la stabilité économique, consolider les institutions démocratiques. Le redressement de l'Europe occidentale a nécessité le leadership américain — du plan Marshall à l'OTAN. Il ne s'agissait pas d'actes de charité ; ils sont devenus les piliers du succès américain.

L'Ukraine aura besoin d'un effort comparable.

L'Union européenne et l'OTAN restent les seuls cadres capables d'ancrer la sécurité et la prospérité à long terme. L'élargissement offre la voie la plus claire vers la paix. Mais l'adhésion ne peut se faire du jour au lendemain. La paix doit s'imposer dès l'instant où les armes se taisent. Il y aura un fossé entre la fin des hostilités et l'intégration complète. Ce fossé doit être comblé de manière délibérée, par des arrangements de sécurité crédibles, une reconstruction soutenue, une intégration politique structurée.

Et cet effort de transition doit être conçu, financé et mis en œuvre principalement par les Européens.

Il ne s'agit pas d'un projet coûteux. Tout comme le plan Marshall et l'OTAN étaient des investissements stratégiques, l'intégration de l'Ukraine doit être considérée comme un investissement dans l'avenir de l'Europe. Une Ukraine sûre, démocratique et intégrée serait le remède le plus puissant contre la renaissance impériale russe et l'un des projets stratégiques les plus importants de ce siècle.

Les élargissements précédents ont renforcé l'Europe. Sans intégration, la moitié du continent pourrait aujourd'hui former une ceinture d'instabilité. L'intégration a réussi à l'époque. Elle peut réussir à nouveau.

En Ukraine, en matière de sécurité européenne et dans la transformation plus large de l'ordre international, les Européens doivent accepter une réalité simple : les États-Unis ne porteront pas

ce fardeau indéfiniment. Le soutien américain a été indispensable. Il ne peut se substituer à la responsabilité européenne.

Assumer cette responsabilité exige un réveil stratégique — et une capacité stratégique. La capacité de définir des objectifs, d'élaborer des politiques, d'allouer des ressources et de mettre en œuvre des décisions par le biais des institutions que nous dirigeons. Non pas en paroles, mais en actes.

La question du réveil stratégique de l'Europe trouvera sa réponse en Ukraine - ou bien nulle part.

L'Europe en a la capacité : quatre cents millions de citoyens, le plus grand marché intégré au monde, une technologie de pointe, des capitaux, une puissance industrielle, une profondeur institutionnelle. Ce qui a trop souvent fait défaut, ce n'est pas la capacité, mais la conviction.

Depuis trop longtemps, nous répétons ce que nous ne pouvons pas faire. Le moment exige que nous décidions ce que nous allons faire.

L'histoire ne s'arrête pas. Elle avance — avec ou sans notre consentement. Le choix est de savoir si l'Europe entre dans cette ère en tant qu'acteur stratégique cohérent. Ou en tant qu'espace contesté façonné par d'autres.

Ce choix nous appartient.

Jonatan Vsevirov

Ambassadeur, Secrétaire général du ministère estonien des Affaires étrangères

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

ISSN 2402-614X

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la seule responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Fondation Robert Schuman, 2026

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.

